

Jacques COTTA

# Macronavirus

*La barbarie en  
marche*

*A quand la fin ?*

Cet ebook a été publié sur [www.bookelis.com](http://www.bookelis.com)

© Jacques COTTA 2020

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction, intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de cet ebook.

## Remerciements

A Marie Pierre, pour sa lecture attentive et ses corrections toujours pertinentes. Si l'Éducation nationale a sans doute perdu beaucoup, l'édition devrait gagner énormément...

A Thibaud, pour la mise en page des coquelicots, note d'espoir dans un avenir incertain.

A Denis pour son aide permanente, et une amitié indéfectible...

Enfin à Sylvie, Magali, Françoise... pour leur lecture, patience, et discussions avisées...

# Sommaire

Sommaire

Avertissement

Avant-propos

Les jours sont comptés

Vous avez dit révolution...

La Société du Dix-Décembre

La fabrique de haine

Apolitiques

La souveraineté

Les valeurs

En bas on ne veut pas, et pourtant...

Équilibre instable

Le jour d'après, c'est aujourd'hui

Conclusion

# Avertissement

*« L'avenir n'est pas ce qui va arriver, mais ce que nous allons faire ». Henri Bergson*

J'hésitais entre plusieurs titres pour présenter cet essai. J'ai décidé d'emprunter à une habitante de Toulouse ce « Macronavirus... À quand la fin ? » en y ajoutant « la barbarie en marche » pour deux raisons.

D'abord pour la justesse de l'interrogation qui appelle discussion, réflexion, confrontation.

Ensuite pour la réaction que cette citoyenne a dû subir, la police se présentant à son domicile pour la placer en garde à vue au motif « d'outrage à personne dépositaire de l'autorité publique ».

Il m'a semblé que la réaction policière et judiciaire constituait une atteinte à la liberté fondamentale de pouvoir exprimer une opinion, qui plus est dans un lieu privé.

La reprise de ce titre qui n'est pas là pour injurier, outrager, discriminer, mais seulement pour interpeller collectivement sur notre sort commun, m'a donc semblé s'imposer.

# Avant-propos

Début janvier 2020, j'avais engagé une réflexion sur les possibles prolongements du mouvement populaire qui depuis la première manifestation des GJ, le 17 novembre 2018, jusqu'au mouvement sur les retraites, s'était manifesté tous les samedis dans toutes les villes de France.

Jacqueries ou Révolution ? Mobilisations passagères ou lame de fond ?

Samedi après samedi, les manifestants étaient moins nombreux, mais, curieusement dans l'opinion, la sympathie qu'ils recueillaient ne faiblissait pas. Les plus déterminés, dont beaucoup n'avaient pas raté une seule des mobilisations en jaune, assuraient la permanence. Obstinsés, ils résistaient à toutes les manœuvres de dis-

suasion, policières ou judiciaires notamment.

La crise sanitaire est venue contrarier les énergies et chambouler tous les plans.

Avec le confinement prenant l'allure d'assignation à résidence, toute dynamique collective s'est momentanément retrouvée brisée. Mais jusqu'à quand ? Le président de la République, en appelant à l'union nationale sur la base d'une rhétorique guerrière, tournerait volontiers la page pour trouver enfin la tranquillité sociale en jugulant l'opposition populaire et retournant une opinion qui lui est demeurée défavorable.

La crise sanitaire vient donc introduire un nouveau paramètre. Vient-elle amoindrir le rejet populaire des élites ou au contraire renforcer l'hostilité dont le pouvoir et le système qu'il incarne sont l'objet ?

Pour tenter d'y voir clair, c'est dans la



double crise — sociale et sanitaire — et  
dans leurs effets qu'il faut plonger.

# Les jours sont comptés

Le 16 décembre 2019, le monde a basculé dans l'inconnu. C'est en Chine, pays mystérieux et surtout lointain, géant planétaire pour le reste du monde, que tout a commencé. Un commerçant de 65 ans travaillant dans le marché couvert de Huanan arrive à l'hôpital central de Wuhan, septième ville la plus peuplée du pays avec ses 9 millions d'habitants intra-muros, deuxième plus grande zone urbaine de l'intérieur. L'homme a les poumons infectés. Le traitement délivré à coup d'antibiotiques n'a aucun effet. Onze jours plus tard, un autre patient présente les mêmes symptômes. Le lendemain, ils sont cinq à révéler des signes semblables, tous liés au marché situé à deux kilomètres seulement de l'hôpital. La directrice des urgences

s'inquiète, d'autant qu'alentour d'autres centres médicaux connaissent un assaut similaire. On lui demande discrétion. Le silence est de rigueur.

Les jours suivants, les cas se multiplient. Le 20 décembre, on en dénombre soixante. Le 31, ils sont deux cent soixante-six. Face à cette progression exponentielle, d'autres médecins s'alarment, mais leurs déclarations pourraient venir perturber le Nouvel An chinois et une réunion du parti. Les autorités ne restent pas pour autant inactives. Le 1er janvier, le marché d'où est censé venir le mal est fermé. Le génome du nouveau virus est décodé. Le 6 janvier, le centre chinois pour le contrôle des maladies a activé son plan d'urgence et le lendemain, le président Xi Jinping prend personnellement la tête de la riposte. Officiellement, la Chine minimise le nombre de malades et l'ampleur des dégâts, mais lorsque le 23 janvier la ville de Wuhan et une bonne partie de la province du Hubei

sont mises en quarantaine, nul n'ignore plus qu'une pandémie des plus meurtrières est à l'assaut de la planète. Le gouvernement chinois prend ses responsabilités politiques. Les images d'un hôpital militaire construit en quelques jours font « l'ouverture » des journaux télévisés, dans chaque pays. La situation d'une gravité extrême, que tout observateur constate, explose à la face du monde.

Les réactions d'un continent à l'autre, d'un pays à son voisin sont pourtant diverses. En France, l'insouciance semble s'être emparée des pouvoirs publics. La Chine est lointaine et tellement particulière. L'inertie pour enrayer le mal dès le début aurait donc des causes évidentes, liées aux particularités de l'empire du soleil levant. L'explication est simple. Trop simple. La défaite aux élections municipales des principaux candidats de la République en Marche aidant, un tout autre éclairage est apporté par l'ancienne ministre de la Santé

Agnès Buzyn, en première ligne lors du déclenchement de la pandémie. L'ancienne ministre avait démissionné de son poste pour prendre la place de Benjamin Griveaux, victime de son exhibitionnisme sexuel sur internet. Elle voulait sauver la candidature LREM à la mairie de Paris, jugée primordiale pour le mouvement du président. Arrivée en troisième position — une défaite cuisante —, sa langue se délie. Remettant en cause l'opportunité de ces élections, Agnès Buzyn<sup>1</sup> affirme avoir prévenu le chef de l'État et le Premier ministre dès le 11 janvier de la catastrophe sanitaire annoncée, mais sans effet. Elle aurait tiré le signal d'alarme une nouvelle fois en direction du Premier ministre Édouard Philippe le 30 janvier, mais là encore, peine perdue. Le silence présidentiel s'est donc imposé durant de longues se-

---

1 Interview au journal Le Monde en date du Mardi 17 mars 2020, <https://www.lemonde.fr/.../entre-campagne-municipale-et-crise...>

maines pourtant capitales, le silence de toute autorité, le silence aussi de la ministre obéissante et disciplinée qui face à la surdité générale s'est bien gardée d'alerter les Français en danger, via des médias dont les micros demeurent pourtant toujours ouverts aux déclarations du parti au pouvoir, qui plus est lorsqu'elles sont ministérielles.

Pourquoi ? Pour quel calcul ? Pour quelles raisons avoir sciemment laissé en danger la population menacée par le Covid-19 ? Pourquoi avoir au plus haut niveau de l'État, de l'Élysée à Matignon en passant par le ministère de la Santé, accepté de porter le poids d'une tromperie énorme qui engagerait, une fois dévoilée, la responsabilité pénale de leurs auteurs, si les faits étaient avérés. La pénurie de masques, le nombre insuffisant de tests pour procéder à des dépistages automatiques comme ce fut le cas en Corée du Sud, la pénurie de gel hydroalcoolique ne

s'expliqueraient plus par un « effet de surprise », mais bien par la négligence de l'État. Là encore, s'il est avéré que l'absence ou le retard de mesures de protection ont entraîné des morts qui auraient pu être évités, les déclarations d'Agnès Buzyn mettraient en cause la responsabilité pénale des plus hautes autorités. Pourquoi Emmanuel Macron, Édouard Philippe, Agnès Buzyn, et sans doute quelques autres dans la confidence, ont-ils négligé l'évidence au détriment de la santé, de la vie de nombreux Français ? Pour de simples intérêts économiques ? Pour le respect d'une politique dogmatique et d'une orientation que les Français rejettent depuis de longs mois ? Pour ne pas venir perturber l'offensive menée par le gouvernement, sur consigne d'Emmanuel Macron, sur le terrain des retraites ? Pour tenir un agenda social et politique par-devers toute contingence ?

Plus de deux mois après que la Chine a été confinée, plus de quinze jours après que de nombreux pays ont pris des mesures d'isolement, le président de la République intervient alors à trois reprises. La première fois pour inviter les Français à ne pas dramatiser la situation et à ne pas manquer de vivre comme à leur habitude. Il invitait même à suivre son exemple, le service de presse de l'Élysée annonçant une sortie présidentielle en couple dans un théâtre parisien. La seconde fois, quelques jours seulement après, pour les inviter à la plus grande prudence, la troisième enfin pour annoncer que « nous sommes en guerre contre un ennemi invisible » et pour indiquer qu'il reprendra la parole devant la nation dès que nécessaire.

Après le « retard à l'allumage » dénoncé par Agnès Buzyn, pourquoi un tel changement de ton ? Pourquoi un tel revirement dans les positions ?



La première intervention présidentielle témoigne pour le moins d'un manque de contrôle, sinon de responsabilité au plus haut niveau de l'État. Alors que déjà à travers le monde des mesures drastiques sont entreprises pour éviter la propagation du virus, alors que nos voisins italiens comptabilisent déjà des centaines de morts, alors que la Chine est déjà engagée dans un processus de confinement qui touche des millions et des millions de Chinois, nous en France sommes invités à festoyer comme si de rien n'était. Impréparation, insouciance, amateurisme, duperie ? Le monde médical dans l'hexagone tire déjà le signal d'alarme, mais le pouvoir semble alors aux abonnés absents. À Lyon par exemple, les supporters italiens de la Juventus de Turin sont accueillis pour la grande fête du football, alors que tout laisse penser en Italie que le Piémont, voisin de la Lombardie, ne sera évidemment pas épargné... L'expérience semble inopé-

rante, les autorités se conduisant comme si le virus aujourd'hui respectait les frontières, comme le nuage de Tchernobyl les aurait officiellement reconnues hier. Silencieuses sur le danger qui guette, les hautes sphères du pouvoir et sa majorité sont alors obsédées par le débat mené à l'Assemblée, sur l'annonce du 49-3 appelé à la rescousse pour tenir coûte que coûte le calendrier qui a été fixé par le président lui-même. Il faut à tout prix, à travers la retraite par points, soumettre les pensions aux aléas de la bourse, servir les fonds de pension avides — dont le fond BlackRock qui possède ses entrées à l'Élysée<sup>2</sup> — qui attendent que les réformes annoncées soient actées sans tarder.

---

2 Depuis la fin de l'année 2019, le fonds financier est en relation avec le gouvernement français au sujet de la réforme des retraites. Il est établi que BlackRock a organisé des « réunions de travail » au sein de l'Élysée, réunions durant lesquelles ont été auditionnés patrons et également ministres...

La seconde prise de parole d'Emmanuel Macron témoigne d'un atterrissage sous forme de crash. Le ton est solennel, la parole forte. Le président de la République à juste titre use d'accents empruntés à Ambroise Croizat, ministre communiste à la Libération et l'un des fondateurs de la sécurité sociale. Il vante les mérites de l'hôpital public et de l'État-providence, promettant des « décisions de rupture » avec le modèle actuel. « Ce que révèle d'ores et déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite, sans condition de revenu, de parcours ou de profession, notre État-providence ne sont pas des coûts ou des charges, mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe », affirme-t-il avant de poursuivre, « Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché ». Le ton et le contenu surprennent, tellement la parole est contraire

à l'inertie élyséenne et gouvernementale qui a dominé jusque-là.

La troisième intervention présidentielle monte d'un cran, annonçant une série de mesures déjà en œuvre depuis plus de dix jours en Italie, depuis plus d'un mois en Chine et autres pays du globe. Dans cette dernière intervention, le président a omis d'appeler les choses par leur nom. Il n'est pas question de confinement, mais ça y ressemble. Un confinement sévère, strict, recommandé depuis longtemps par le corps médical qui jusque-là avait prêché dans le vide. Comme pour rattraper le retard, à six reprises, le chef de l'État proclame « nous sommes en guerre ». Aussi, se veut-il chef de guerre. Pour indiquer le processus de décision, il utilise systématiquement la première personne. C'est bien lui et nul autre qui se trouve aux commandes, livrant à l'ennemi une armée sans protection et sans armes, faite de soignants, de caissières ou encore de tra-